



Assemblée générale

Distr. générale
9 décembre 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session

Point 134 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Groupe thématique II : missions politiques spéciales

Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses relatives au Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies pour la période du 1^{er} novembre 2016 au 16 novembre 2017, soit 3 278 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel).



Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies

(3 278 800 dollars)

Historique, mandat et objectif

1. Le 7 août 2015, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2235 (2015), dans laquelle il a condamné toute utilisation comme arme chimique, en République arabe syrienne, de quelque produit chimique toxique que ce soit, y compris le chlore, et s'est dit résolu à identifier les auteurs de ces actes. Dans la même résolution, il a créé le Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies pour une période d'un an, avec possibilité de prorogation à l'avenir s'il le jugeait nécessaire.

2. Le Conseil de sécurité a d'abord prorogé le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint du 22 septembre au 31 octobre 2016, pour des raisons techniques, afin de permettre l'achèvement d'un rapport, puis, par sa résolution 2314 (2016) en date du 31 octobre 2016, il a décidé de le reconduire jusqu'au 18 novembre 2016 et indiqué qu'il entendait envisager de le prolonger encore avant son expiration. En conséquence, il a adopté le 17 novembre 2016 la résolution 2319 (2016), par laquelle il a renouvelé, pour une nouvelle période d'un an à compter de la date d'adoption de ladite résolution, le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint, en se ménageant la possibilité de le prolonger de nouveau et de le modifier s'il le jugeait nécessaire.

3. Il est proposé que le Mécanisme d'enquête conjoint continue d'être administré par un groupe de direction indépendant, objectif, impartial et professionnel, composé d'un sous-secrétaire général et de deux adjoints de classe D-2, qui seront secondés par 23 personnes, comme indiqué dans le tableau 3. Il est proposé que la composition des effectifs reste la même que pour la période approuvée, qui court jusqu'au 31 octobre 2016.

4. En attendant que l'Assemblée générale approuve les ressources demandées au titre des activités du Mécanisme d'enquête conjoint pour la période du 1^{er} novembre 2016 au 16 novembre 2017, les dépenses relatives à trois postes pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2016 sont financées au titre des engagements que le Secrétaire général est autorisé à contracter en application du paragraphe 1 a) de la résolution 70/250 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2016-2017. Le montant des ressources demandées pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2016 est compris dans le montant des crédits que l'Assemblée est invitée à ouvrir au paragraphe 19 b) du présent rapport.

5. Le Mécanisme est chargé d'identifier dans toute la mesure possible les personnes, entités, groupes ou gouvernements qui ont perpétré, organisé ou commandité l'utilisation comme armes, en République arabe syrienne, de produits chimiques, y compris le chlore ou tout autre produit chimique toxique, ou qui y ont participé d'une manière ou d'une autre. Le Mécanisme intervient dans les cas où la mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) détermine ou a déterminé que des produits chimiques, y compris le chlore ou tout autre produit chimique toxique, ont été employés ou ont probablement été utilisés comme arme en République arabe syrienne.

6. Par sa résolution 2319 (2016), le Conseil de sécurité a renouvelé, sans le modifier, le mandat du Mécanisme pour une période d'un an, en se ménageant la possibilité de le prolonger de nouveau s'il le jugeait nécessaire. Le Mécanisme peut mener des activités sur les lieux où des produits chimiques toxiques auraient été utilisés, y compris ceux qui l'intéressent directement, comme les hôpitaux et les centres d'intervention en cas d'urgence, et partout ailleurs en République arabe syrienne, y compris dans les territoires qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement syrien, ainsi que dans les pays voisins et les autres pays concernés, selon qu'il l'estime nécessaire ou judicieux. Dans sa résolution 2319 (2016), le Conseil a assigné de nouvelles tâches au Mécanisme d'enquête conjoint, l'encourageant à consulter, s'il y avait lieu, les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme et de la non-prolifération, afin d'échanger des informations sur les acteurs non étatiques qui s'étaient livrés à l'emploi de produits chimiques comme arme en République arabe syrienne, qui l'avaient organisé ou commandité ou qui y avaient participé. Le projet de budget tient compte également de la demande formulée par le Conseil dans la résolution susmentionnée, par laquelle il a invité le Mécanisme à dialoguer avec les États de la région, y compris pour identifier dans toute la mesure possible les personnes, entités ou groupes associés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, également connu sous le nom de Daech) ou au Front el-Nosra qui se sont livrés à l'emploi de produits chimiques comme armes.

7. Le Chef du Mécanisme d'enquête conjoint continuera d'être secondé par trois composantes : un bureau politique, opérant à New York et à Damas, qui fournit des analyses politiques, des conseils juridiques et un appui dans les domaines des relations avec les médias, de la gestion de l'information et de la coordination, et dans le domaine administratif; un bureau chargé des enquêtes, basé à La Haye, qui recueille des données auprès de l'OIAC et auprès de sources extérieures, et cherche à identifier les auteurs des actes qui ont été perpétrés, dans le cadre d'enquêtes et d'analyses criminelles, y compris en utilisant les moyens suivants : gestion des affaires, analyses relatives à la lutte contre le terrorisme, analyses criminelles complexes, techniques criminalistique, analyses militaires, analyses balistiques (vecteurs et munitions), analyse de tout autre élément d'information pertinent et corroboration des données; un bureau de la planification et du soutien opérationnel, installé à New York, qui apporte son concours à la composante questions politiques et à la composante enquêtes.

Coopération avec d'autres entités

8. Dans l'exercice de ses fonctions, le Mécanisme coopère avec des entités de l'ONU, dont le Bureau des affaires de désarmement, le Département des affaires politiques, le Département de la sûreté et de la sécurité, le Bureau des affaires juridiques et le Département de l'appui aux missions, ainsi qu'avec l'équipe de pays des Nations Unies en République arabe syrienne, chaque fois que nécessaire. En outre, il collabore étroitement avec l'OIAC afin de mettre en commun des informations, selon les besoins des enquêtes. Il se concert également aux niveaux opérationnel et décisionnel avec d'autres organisations, notamment l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), selon qu'il convient. En outre, dans sa résolution 2319 (2016), le Conseil de sécurité a encouragé le Mécanisme à consulter les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme et de la

non-prolifération afin d'échanger des informations, et l'a invité à dialoguer avec les pays de la région.

Résultats obtenus

9. Conformément au paragraphe 5 de la résolution 2235 (2015) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a adressé le 27 août 2015 une lettre au Président du Conseil (S/2015/669) dans laquelle il formulait des recommandations concernant la création et le fonctionnement du Mécanisme, y compris des éléments du mandat de celui-ci. Ce dispositif est maintenu en application de la résolution 2319 (2016) du Conseil.

10. Le 24 septembre 2015, la Chef du groupe de direction et ses adjoints ont commencé leurs travaux, après avoir été nommés par le Secrétaire général. Le Conseil de sécurité a approuvé la nomination de la Chef du Mécanisme. Le 25 septembre 2015, le recrutement du personnel essentiel a débuté. Les membres du personnel ont été embauchés pour la durée initiale du mandat défini dans la résolution 2235 (2015) du Conseil de sécurité, qui a pris fin en octobre 2016. La prorogation du mandat n'ayant été décidée que le 17 novembre 2016 par le Conseil, les contrats des membres du personnel ont pris fin le 31 octobre 2016.

11. Comme le Mécanisme a besoin de l'appui des États Membres pour s'acquitter de son mandat, le Secrétaire général a créé un fonds d'affectation spéciale. Les besoins matériels et financiers du Mécanisme devant être financés au moyen de contributions volontaires, la Chef du Mécanisme a adressé aux États Membres intéressés une lettre datée du 25 septembre 2015 par laquelle elle sollicitait leur appui financier. Le fonds d'affectation spéciale, qui est devenu pleinement opérationnel en janvier 2016, sert à financer les activités, les déploiements, le matériel spécialisé et les compétences techniques dont le Mécanisme a besoin pour poursuivre ses activités.

12. Entre octobre et décembre 2015, le Mécanisme a mis en place ses bureaux de New York, de La Haye et de Damas.

Hypothèses retenues aux fins des prévisions de dépenses pour 2017

13. Comme indiqué dans la résolution 2319 (2016) du Conseil de sécurité, le Mécanisme continue de mener ses travaux conformément aux lettres datées des 27 août et 9 septembre 2015 adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2015/669 et S/2015/696), ainsi qu'au mandat qu'il s'est donné, notamment pour ce qui est des méthodes de travail, de la gestion de l'information, des modalités d'accès, de la collecte d'éléments de preuve et de la communication de l'information.

14. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et les mesures des résultats du Mécanisme sont présentés ci-après.

Tableau 1

Objectif, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif : Identifier dans toute la mesure possible les personnes, entités, groupes ou gouvernements qui ont perpétré, organisé ou commandité l'utilisation comme armes, en République arabe syrienne, de produits chimiques, y compris le chlore ou tout autre produit chimique toxique, ou qui y ont participé d'une manière ou d'une autre

Réalizations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	
		2017	2016
a) Bonne application, par le Mécanisme, de la méthode adoptée aux fins de l'exécution de son mandat; communication rapide et efficace d'informations sur les progrès accomplis	i) Présentation par le Secrétaire général de son premier rapport dans les 90 jours suivant l'adoption de la résolution 2319 (2016), et des rapports suivants selon qu'il convient; présentation de rapports au Conseil de sécurité, communication d'informations au Conseil exécutif de l'OIAC, et présentation, selon que de besoin, au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, et à d'autres organes appropriés chargés de la lutte contre le terrorisme et de la non-prolifération, des résultats pertinents obtenus dans le cadre des travaux du Mécanisme	Objectif 3 rapports (1 sous 90 jours et 2 par la suite) Estimation — Résultats effectifs —	3 rapports (1 sous 90 jours et 2 par la suite) — 4 rapports
	ii) En coopération avec le Directeur général de l'OIAC, présentation par le Secrétaire général de son rapport au Conseil de sécurité; par la suite, tous les 60 jours, compte rendu des progrès accomplis au Conseil exécutif de l'OIAC	Objectif 7 rapports d'activité Estimation — Résultats effectifs —	5 rapports d'activité — 5 rapports d'activité

b) Mise en service d'un dispositif efficace permettant de garantir la sécurité des informations confidentielles, compte étant tenu des ressources jugées nécessaires pour stocker et utiliser les informations et les pièces fournies au Mécanisme par la Mission d'établissement des faits de l'OIAC, ainsi que la sécurité des informations fournies en application des paragraphes 7 et 8 de la résolution 2235 (2015) du Conseil de sécurité et de sa résolution 2319 (2016); respect du principe de responsabilité grâce à la mise en place d'un système permettant de gérer les archives, données et dossiers numériques authentiques et d'y donner accès	Traitement et gestion, dans le cadre du dispositif, de l'ensemble des informations et des éléments de preuve obtenus ou produits par le Mécanisme dans l'exercice de ses travaux	Objectif	100 %	100 %
		Estimation	—	—
		Résultats effectifs		100 %

Produits

- Consultations et dialogue réguliers avec la République arabe syrienne et toutes les parties dans le pays sur toutes les questions liées à l'application des résolutions 2235 (2015), 2314 (2016) et 2319 (2016) du Conseil de sécurité
- Consultations et dialogue réguliers avec les États Membres intéressés et les organisations partenaires (OIAC, OMS et INTERPOL, entre autres), consultation avec les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme et de la non-prolifération afin d'échanger des informations, et dialogue avec les pays de la région
- Présentation du premier rapport du Mécanisme dans les 90 jours qui suivent l'adoption de la résolution 2319 (2016) du Conseil de sécurité, puis des rapports ultérieurs selon qu'il convient
- Poursuite de la mise en service d'un système de gestion des dossiers s'inscrivant dans un dispositif robuste de protection de l'information applicable à toutes les informations obtenues ou produites par le Mécanisme dans la conduite de ses travaux

Facteurs externes

15. L'objectif pourra être atteint si les conditions de sécurité permettent au Mécanisme de s'acquitter de son mandat, si les diverses parties prenantes font preuve de la volonté politique et de la détermination voulues et apportent au Mécanisme l'appui nécessaire, et si la communauté internationale continue d'apporter son ferme soutien au Mécanisme.

Ressources nécessaires (budget ordinaire)

Tableau 2

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier-31 octobre 2016	1 ^{er} novembre 2016- 16 novembre 2017	Variation
Personnel civil	3 628,9	2 712,2 ^a	(916,7)
Dépenses opérationnelles	566,6	566,6	—
Total partiel	4 195,50	3 278,8	(916,7)

^a Dont un montant de 93 000 dollars pour la période du 1^{er} novembre au 31 décembre 2016, financé au titre des engagements que l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à contracter en application du paragraphe 1 a) de sa résolution 70/250 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.

Tableau 3

Postes temporaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national			Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ Service de sécurité	Services généraux	Total (personnel internation- al)	Adminis- trateurs	Agents locaux		
Effectif approuvé pour 2016	—	1	2	2	5	8	3	—	21	—	5	21	—	—	—	26
Effectif proposé pour 2017	—	1	2	2	5	8	3	—	21	—	5	21	—	—	—	26
Variation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

16. Le montant des ressources demandées pour la période du 1^{er} novembre 2016 au 16 novembre 2017, qui s'élève à 3 278 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel), servira à couvrir les dépenses de personnel civil (2 712 200 dollars) afférentes à 26 postes temporaires [1 poste de Sous-Secrétaire général, 2 D-2, 2 D-1, 5 P-5, 8 P-4, 3 P-3 et 5 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], ainsi que les frais liés à la location de bureaux, au matériel de bureautique et au mobilier pour les bureaux de New York, de La Haye et de Damas, qui seront comptabilisés aux rubriques Installations et infrastructures (303 000 dollars), Transports terrestres (27 800 dollars), Communications (89 800 dollars), Informatique (138 400 dollars) et Fournitures et services divers (7 600 dollars).

17. La réduction des crédits demandés s'explique principalement par l'application, à compter du 1^{er} janvier 2017, d'un taux de vacance de postes de 30 % aux prévisions de dépenses pour 23 des 26 postes proposés au titre du personnel civil, (trois postes étant pourvus au 1^{er} novembre 2016).

Ressources extrabudgétaires

18. Le montant des ressources extrabudgétaires est estimé à 5 millions de dollars pour la période du 1^{er} janvier au 16 novembre 2017 et servira à doter le Mécanisme des moyens matériels et techniques dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat.

19. **L'Assemblée générale est invitée :**

a) **À approuver le budget du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies pour la période du 1^{er} novembre 2016 au 16 novembre 2017, soit 3 278 800 dollars, déduction faite des contributions du personnel;**

b) **À ouvrir au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 un crédit supplémentaire de 3 278 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel), conformément à la procédure prévue au paragraphe 11 de l'annexe I de sa résolution 41/213;**

c) **À ouvrir au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017 un crédit d'un montant de 482 900 dollars, qui sera compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).2822**
